

CHEMINS CROISÉS DE LA MIGRATION : PARTIR POUR RÉUSSIR

Par Apolline Majerus - Experte Junior chez Trias en Guinée

Entre départs risqués, retours difficiles et rêves persistants, les histoires de Baba, Ibrahima et Mamoudou révèlent les impasses structurelles qui poussent tant de jeunes à quitter la Guinée.

À 24 ans, Baba partage le même rêve que de nombreux jeunes Guinéens : partir.

Quitter un quotidien sans perspectives pour espérer un avenir meilleur, ailleurs. Né en Guinée mais ayant grandi en Côte d'Ivoire, Baba a passé la majeure partie de sa vie à Abidjan. Une adolescence marquée par des fréquentations qui ont inquiété ses parents, au point de les pousser à le rapatrier à Conakry, chez un oncle.

C'est là, dans un quartier populaire en périphérie de la ville, que Baba passe désormais le plus clair de son temps. Le bâtiment, un vieil immeuble en béton, s'élève au bout d'une enfilade de ruelles en terre rouge, bordées de baraques en tôle. Sa façade, noircie par le temps, semble avoir absorbé des années de pluie, de poussière et de chaleur. Derrière, à l'abri des regards, un petit terrain vague couvert d'herbe rase et de béton usé par les années, sert de lieu de vie informel.



Chaque après-midi, une dizaine de jeunes du quartier, tous dans la vingtaine, s'y retrouvent pour tuer le temps. Ils s'installent en cercle, improvisent des sièges avec des pierres, des briques ou des chaises dépareillées. On y prépare le thé, lentement, rituellement, en trois tournées comme le veut la tradition.

Les conversations se croisent : on parle de foot, de rêves d'ailleurs, de petites combines pour gagner un peu d'argent. Les journées passent, rythmées par le va-et-vient du thé, les cris enthousiastes ou frustrés face aux matchs de foot diffusés sur un petit écran, et la musique crachée par un téléphone posé à même le sol. Ils trompent l'ennui comme ils peuvent dans un pays où le taux d'emploi atteint à peine 52 %, rendant les perspectives d'emplois stables rares (OIM, 2020).

A son arrivée à Conakry, Baba a tout fait pour rendre fiers ses parents. Il entame une première année prometteuse dans une école d'informatique après avoir réussi le concours d'entrée. Mais rapidement, les contraintes financières rattrapent ses ambitions. Les frais de transport, trop élevés, deviennent un obstacle insurmontable. Il n'a d'autres choix que de renoncer à sa deuxième année d'étude.

Conakry est en perpétuel mouvement, envahie de voitures, de taxis partagés et de motos-taxis qui zigzaguent sans relâche dans les rues encombrées. Pourtant, les transports publics sont pratiquement inexistantes, et aucune mesure concrète n'est proposée aux jeunes étudiants pour faciliter leurs déplacements au quotidien. Les manques d'aides à la poursuite des études contribuent à un taux de scolarisation qui plafonne à seulement 37% au secondaire (DNEAJ, 2024).

Étudier sans débouchés : le piège des formations déconnectées

Par ailleurs, l'enseignement supérieur peine à répondre aux besoins du marché.

Dominé par des filières généralistes, il reste largement théorique, alors que les formations techniques ou professionnelles – pourtant cruciales dans des secteurs comme l'électricité ou l'agriculture – sont encore trop peu accessibles.

« Il y a un véritable décalage entre les compétences acquises par les jeunes et les attentes du monde économique », alerte Ibrahima Sory A. Touré, Directeur régional adjoint des Guinéens établis à l'étranger. Ce manque d'adéquation freine l'insertion professionnelle et pousse de nombreux jeunes à abandonner leurs projets de formation, faute de moyens ou de perspectives claires.



Le thé est devenu une tradition en Guinée et surtout une opportunité pour les jeunes de se rassembler et d'échanger. Seuls les plus aguerris peuvent le boire quotidiennement tellement il est fort. C'est autour de ce thé que Ibrahima se retrouvait avec ses amis.

Ces jeunes appartiennent aux 77 % de la population ayant moins de 35 ans, sur un total d'environ 14 millions d'habitants (DNEAJ, 2024). Ce profil démographique fait de la question de l'emploi un défi majeur, à la fois structurel et systémique. Confrontés à un marché du travail saturé, ces jeunes n'ont d'autres choix que de se tourner vers l'économie informelle, qui représente plus de 96 % des emplois – rarement suffisants pour vivre dignement.



L'état des routes en Guinée, où ne décompte plus le nombre de voitures et camions accidentés sur un tronçon de quelques kilomètres. Dans la ville de Kindia, se sont les moto taxis qui sont les plus à risque et chaque jour, au moins un jeune perd la vie sur sa moto.

Pression familiale et devoir de réussite

C'est le cas de Baba, qui travaille aujourd'hui avec son frère dans un petit point de service Orange Money, un emploi de subsistance qui lui permet tout juste de survivre.

“

L'idée que l'enfant devenu adulte doit désormais contribuer, alimente une pression implicite, toujours présente, à réussir.

Ses oncles et ses parents ne peuvent et selon les coutumes, ne souhaitent pas lui offrir davantage que le gîte et les repas quotidiens – faute de systèmes accessibles ou même existants d'assurance, de pension, de chômage ou de retraite, il n'est pas rare que les enfants soient considérés comme un investissement à long terme.

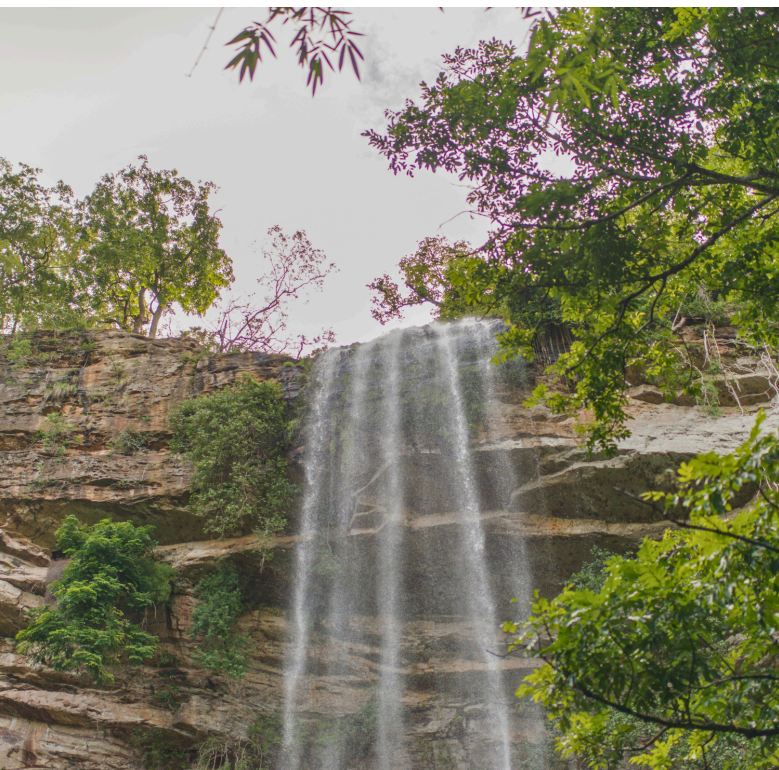
Le soutien financier familial se tarit car on estime que l'enfant devenu grand doit désormais contribuer. Cette pression implicite, mais omniprésente, alimente chez beaucoup un sentiment d'urgence à réussir.

Dans un pays traditionnellement marqué par l'émigration, la réussite est souvent associée à la migration, perçue comme la voie la plus rapide et la plus efficace pour améliorer ses conditions de vie et son statut social. Les jeunes, influencés par les récits circulant dans les médias et sur les réseaux sociaux, sont particulièrement sensibles à cet imaginaire. Face au manque d'opportunités professionnelles dans leurs communautés, nombreux sont ceux qui décident de « tenter leur chance » ailleurs.

L'Europe imaginée : entre espoir et déni

Faute de travail rémunérateur, Baba et sa famille comptent en partie sur l'aide d'un autre de ses frères, installé depuis 2018 en Italie après avoir traversé la Méditerranée. Il fait partie des 17 290 migrants guinéens irréguliers qui ont été identifiés dans l'Union européenne en 2018 (Eurostat, 2018). Son frère, pourtant, tente de dissuader Baba de partir : « Petit, il faut rester », lui répète-t-il souvent, quand ils parviennent à se parler au téléphone.

Une mise en garde que Baba entend, mais refuse d'écouter. « Une seule personne ne peut pas subvenir aux besoins de toute la famille », rétorque-t-il. Il comprend que son frère cherche à le protéger : « Moi je me dis souvent qu'il me dit ça parce que ce qu'il a vu là-bas, il ne veut pas que moi, je le voie », confie-t-il sans pour autant que ça ne le décourage.



La magnifique nature de Kindia contraste fortement avec les perspectives économiques limitées de la population de la ville.

© Colin Delfosse/Enabel

Son envie de partir ne faiblit pas. Baba refuse catégoriquement que l'expérience de son frère en Europe influence sa propre vision de l'Occident. Il ne lui pose d'ailleurs aucune question sur sa vie en Italie, ne sait rien de son emploi – qu'il imagine être nettoyeur ou jardinier. Pour lui, l'ignorance est une manière de préserver ses propres espoirs. « Je me dis qu'une fois arrivé là-bas [En Europe], je verrai sur le terrain » explique-t-il. Tout ce qui compte pour lui, c'est de sortir de la Guinée et de gagner de l'argent afin de subvenir aux besoins de sa famille.

“

Son frère, tente de dissuader Baba de partir : « Petit, il faut rester », lui répète-t-il souvent, quand ils parviennent à se parler au téléphone.

Malgré ses mises en garde, l'exemple de son frère en Italie alimente ses espoirs. Mais Baba choisit d'ignorer un autre récit, bien plus sombre : celui d'un troisième frère, lui aussi parti sur les routes migratoires, mais revenu brisé. « Quand il est rentré, ses mains avaient les marques de quelqu'un qui a été attaché longtemps. Il avait les traces de la corde sur ses mains. Il disait qu'il était resté attaché pendant un mois », raconte-t-il.

Ce frère, torturé en Algérie, est rentré malade, presque paralysé. Mais là encore, Baba balaye le danger d'un rire nerveux : « Je me dis souvent qu'il n'a pas été chanceux, c'est pourquoi il n'a pas pu tenir ».

“

Ne pas avoir réussi en Europe pèse lourd : Ibrahima sent autour de lui ce jugement silencieux : « parti avec de l'argent, revenu sans rien, responsable de sa propre situation. »

Le retour invisible : honte et stigmatisation

Cette vision qu'ont les guinéens et guinéennes sur les personnes migrantes de retour reste très ancrée dans la société. Bien que leur nombre exact soit difficile à établir, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) rapporte avoir accompagné plus de 18 000 personnes en 2020 dans le cadre de ses programmes de réintégration — un chiffre important, mais qui ne représente qu'une part de la réalité. Beaucoup rentrent seuls, sans jamais avoir entendu parler de l'OIM ou d'autres structures engagées dans l'insertion professionnelle et la gestion des migrations.

Dans un pays où la connexion internet coûte cher, où les coupures d'électricité et de réseau sont fréquentes, l'accès à l'information reste limité. Faute de moyens et de relais, ces personnes doivent souvent se débrouiller seules pour reconstruire leur vie.

Souvent stigmatisées, elles sont considérées comme malchanceuses, maudites ou incapables, ce qui complique grandement leur réinsertion sociale. Pour beaucoup, ce retour est perçu comme un échec personnel, chargé de honte et de perte de statut social. Il est d'autant plus difficile à expliquer alors que beaucoup de guinéens ayant atteint l'Europe mentent sur leurs conditions de vie et font miroiter à leurs amis et à leur famille un paradis qui n'existe pas. Près de 92 % d'entre eux témoignent avoir ressenti ce jugement, certains allant jusqu'à s'éloigner de leur village d'origine pour échapper au regard et au jugement de leur communauté (OIM, 2020). Cette stigmatisation génère isolement, stress et anxiété, rendant d'autant plus difficile leur réintégration au sein de la société.

Quand l'espoir pousse à l'aveuglement : le départ d'Ibrahima

Ibrahima, le meilleur ami de Baba, en a fait l'amère et douloureuse expérience. Lorsque son père décède, Ibrahima n'a que 17 ans. Encore adolescent, il est contraint de faire une croix sur sa scolarité afin de subvenir aux besoins de sa mère, de la coépouse de celle-ci et de ses 4 frères et sœurs.

A 20 ans, la pression devient trop forte. Un gain inattendu au jeu d'argent lui fait entrevoir une échappatoire. Il décide de tout quitter du jour au lendemain. « Après tout ceci, je me suis dit bon. Ce n'est pas la peine, ça ne peut pas continuer. C'était du pur cauchemar. Ma maman est la seule chose qui me reste. La seule personne que je priorise. J'ai fait tout pour elle. Donc je me suis dit pourquoi ne pas tenter d'aller [en Europe] ».



© Colin Delfosse/Enabel

En cherchant toutes les voies possibles pour s'en sortir, Ibrahima a été encouragé vers la route migratoire clandestine par un ami, qui se trouvait au Maroc après avoir lui-même emprunté cette voie quelques mois plus tôt.

Il lui a alors expliqué les modalités et la logistique du voyage et ne s'est pas posé plus de questions. « Quand quelqu'un a perdu l'espoir et qu'il y a l'opportunité, on ne cherche pas à savoir si c'est une bonne opportunité ou une mauvaise. Les conséquences, on est prêt à les subir dans l'avenir, mais ça vaut la peine d'essayer », rétorque-t-il. Une fois les gains en poche, tout s'accélère. Ibrahima ne prévient qu'un seul ami de son intention de partir, sans mentionner de date, par crainte qu'il tente de l'en dissuader. Le départ se fait dans la discrétion, presque à la hâte. « Le jour où j'ai eu l'argent, je me suis dit : la semaine là c'est bon. On devait mettre tout en place et partir vite. Parce que vouloir rester plus avec l'argent, je risquais de tout "bouffer" ».

Ibrahima prend son départ comme un soulagement de quitter son quotidien rongé par le désespoir, porté par les récits enjolivés de ses amis qui ont « réussi » en Europe. « Je sais aujourd'hui qu'ils ne me montraient que le côté positif. Maintenant je connais le côté négatif, mais à ce moment-là, je ne pouvais pas le voir », explique-t-il.

“

« Quand quelqu'un a perdu l'espoir et qu'il y a l'opportunité, on ne cherche pas à savoir si c'est une bonne opportunité ou une mauvaise. » - Ibrahima

Il traverse la frontière malienne en 2018 avec un ami, lui aussi en quête de sens et qui pourtant provient d'une famille plutôt aisée. Sur les conseils reçus, ils se procurent de faux papiers indiquant qu'ils sont commerçants de basins – ces tissus colorés typiquement guinéens. Comme le Mali faisait partie de la CEDEAO à ce moment-là, traverser la frontière ne posait pas de problème majeur.

À chaque étape du périple, il était convenu qu'il appellerait son ami installé au Maroc, qui lui transmettrait les coordonnées du passeur suivant. « Quand tu arrives ici, je t'envoie un numéro. Puis là-bas, je t'enverrai un autre numéro... Tu n'auras qu'à appeler », lui répétait son ami, comme une litanie rassurante. Mais en réalité, Ibrahima avançait à l'aveugle, entièrement plongé dans l'inconnu.

L'euphorie du départ cède vite la place à la peur. Quelques semaines seulement après avoir quitté la Guinée, le pick-up dans lequel Ibrahima et son ami voyagent pour traverser le désert est pris en chasse. Ils sont littéralement entassés les uns sur les autres : une trentaine d'hommes et une dizaine de femmes et d'enfants, serrés à l'intérieur de la benne, certains agrippés aux barres métalliques du véhicule, le corps à moitié dans le vide, ballotés par les cahots du sable. Les poursuivants, pense-t-il, seraient des Touaregs. Il n'en a pas la certitude, mais leur tenue traditionnelle – boubous amples, foulards couvrant la tête et le visage – correspond à l'image que lui et les autres migrants associent à ce nom.

La traque se termine brutalement : le chauffeur, un passeur aguerrri, est assommé et le groupe capturé. Conduits dans un lieu reculé, en plein désert, séparés des femmes et des enfants, ils sont retenus plusieurs jours, nourris et abreuvés au strict minimum – un seul sachet d'eau par jour – tandis que leurs geôliers appellent les familles pour exiger une rançon. De temps en temps, des cris retentissent au loin. « Moi, je me sentais déjà mort, confie Ibrahima. Je savais que ma famille ne pouvait pas payer. »

C'est finalement le père de son ami, financièrement à l'aise, qui envoie 6 millions de francs guinéens (environ 600 euros) pour libérer les deux jeunes hommes. Relâchés à l'entrée de la ville de Bamako, sans argent et sans nouvelles des autres prisonniers et prisonnières, ils n'ont d'autres choix que de rentrer en Guinée.

Revenir sans avoir “réussi”

A son retour au pays, Ibrahima fait face aux critiques de la société, dont l'opinion publique occupe une place centrale en Guinée. Dans son quartier, les langues se délient, les jugements tombent. Pour beaucoup, Ibrahima n'est plus qu'un homme maudit, qui a dilapidé sa chance et ils n'hésitent pas à le lui faire savoir : « Tu as eu l'argent, tu es parti faire du n'importe quoi, de la bêtise. Maintenant tu es là, tu n'as rien, tu es comme nous maintenant. C'est que tu l'as cherché au fait ».

La stigmatisation est d'autant plus lourde dans une société si solidaire. Ibrahima se retrouve exclu de ces moments d'entraide si chers à la communauté guinéenne. Fini les repas partagés et les gestes spontanés de solidarité. « Normalement tu as 5000 francs (0,50 euros), tu peux acheter l'atiéké pour tout le monde. On mange ensemble, on met la main dans le même bol. C'est ça l'harmonie, l'union qui fait notre force », raconte-t-il avec amertume. « Mais maintenant, plus personne ne t'invite, ils ne partageront pas avec toi le plat. On t'isole. C'est ce qui fait que bon nombre de personnes ont encore envie de repartir une seconde fois. Parce qu'elles se sentent isolées ».

Ce rejet insidieux a rongé Ibrahima, qui l'a vécu comme une seconde descente aux enfers. Après des mois à batailler pour retrouver sa place parmi les siens, il a fini par se résoudre à tout recommencer ailleurs, encore une fois. Cette fois-ci, à la capitale, Conakry.

La dette comme moteur de re-départ

Et pourtant, Ibrahima n'est pas un migrant de retour endetté. L'argent avec lequel il est parti, il ne l'a pas acquis de manière frauduleuse ou en s'endettant auprès de sa famille et de ses proches. Il ne doit pas rembourser le père de son ami qui a volé à son secours lorsqu'il a été kidnappé. Avec son gain d'argent inespéré, il est parti sans voler, sans emprunter.

Ce qui n'est pas le cas de plus de 46% des migrants de retour, qui, pour financer leur départ, ont contracté des dettes importantes, souvent auprès de proches ou de membres de leur communauté car ils n'ont pas accès aux institutions financières formelles, qui présentent des conditions d'octroi inatteignables pour eux. En outre, lorsque le jeune se retrouve en détresse dans un pays de transit, sa famille n'a parfois d'autre choix que de s'endetter dans l'urgence pour réunir l'argent nécessaire pour le libérer. Cet endettement, loin d'être anecdotique, pèse lourdement sur les perspectives de réintégration. Cette dette suffit parfois à motiver un nouveau projet migratoire afin de leur permettre de la rembourser.

Se reconstruire dans la précarité

Sept ans plus tard, Ibrahima témoigne afin que d'autres jeunes comme son meilleur ami Baba n'aient pas à traverser ces mêmes épreuves. Encore aujourd'hui, il se bat pour construire une vie stable. Il cumule plusieurs boulots pour subvenir à ses besoins : il donne des cours dans une école en semaine et assure en parallèle le rôle de chargé de communication pour une organisation de jeunes entrepreneurs. Il tente tant bien que mal de continuer à prendre soin de sa mère, qui tombe malade plus régulièrement et dont la maison est constamment victime d'inondations lors de la saison des pluies.



Chaque taxi maître en Guinée possède son gilet qui permet de l'identifier et de rassurer les clients.

Plusieurs années se sont écoulées depuis son parcours migratoire mais son quotidien reste marqué par l'instabilité. Cependant, autour de lui, la solidarité amicale a refait surface petit à petit et il a réussi à se reconstruire un groupe d'amis, qu'il définit à présent comme sa famille.

« On s'épaule entre frères. Et j'ai de bons amis aussi. Si je suis coincé, s'ils ont un peu d'argent, ils ne peuvent pas s'empêcher de m'aider. Voilà, on s'entraide, en fait. Et moi aussi, je tends la main quand je peux. Parce que ce n'est pas facile. Quand t'es dans la boue, si t'as personne pour te relever, tu ne t'en sors pas. » Malgré tout, sa situation reste précaire. Épargner est impossible.

Malgré les galères qui perdurent et son rêve persistant d'atteindre l'Allemagne, Ibrahima a tourné le dos à l'idée de repartir « à l'aventure ». L'expérience migratoire clandestine lui a laissé des cicatrices, mais aussi des leçons. Il refuse de revivre ce parcours semé d'embûches. Un choix que ne partage pas Mamoudou, qui, lui, songe à reprendre la route une nouvelle fois, après une première tentative échouée il y a quelques années.

“

« Je suis resté trois jours en Algérie. On m'a envoyé chercher du jus, c'est là que la police algérienne m'a attrapé. ils nous ont embarqués et abandonnés neuf jours sur le sable brûlant. L'eau était épuisée, alors nous buvions notre urine pour survivre » - Mamoudou

Mamoudou : une vie interrompue

À seulement 25 ans, Mamoudou a déjà traversé plus d'épreuves qu'une vie entière ne devrait en contenir. Originaire d'un petit village en Guinée, il a perdu son père alors qu'il n'avait que 4 ans. Ce dernier venait tout juste de finir de réparer le toit en feuilles de palmier de leur case lorsque la tragédie est survenue, contraignant Mamoudou à interrompre précocement sa scolarité, faute de moyens.

Heureusement, sa mère s'est remariée avec un homme bon, qui a pu financer à nouveau sa scolarité et lui offrir un nouvel espoir. Mais cet espoir s'est brutalement interrompu une nouvelle fois à la mort de son beau-père, lorsqu'il avait 17 ans. Sa mère, seule et sans autonomie financière, ne peut plus financer ses études.



Mamoudou se souvient encore des mots de sa mère : « Ton père est décédé, il faut oublier l'école, parce que moi je ne travaille pas, je ne peux pas te soutenir ». Premier de sa classe, élève brillant que l'on destinait à un avenir de médecin, Mamoudou voit ses rêves s'effondrer.

Poussé par l'espoir d'un avenir meilleur, Mamoudou quitte la Guinée pour l'Algérie, avec l'idée d'y gagner suffisamment d'argent pour rejoindre l'Europe. Mais très vite, son rêve tourne au cauchemar. Comme Ibrahima avant lui, il se retrouve piégé dans le désert.

« Je suis resté trois jours en Algérie. On m'a envoyé chercher du jus, c'est là que la police algérienne m'a attrapé.

Alpha Condé [ancien président de la Guinée] avait annoncé que les migrants allaient être renvoyés, et effectivement, ils nous ont embarqués et abandonnés neuf jours sur le sable brûlant. L'eau était épuisée, alors nous buvions notre urine pour survivre », raconte Mamoudou.

Il doit sa survie à l'un de ses compagnons d'infortune, qui, malgré sa propre fatigue, l'a soutenu physiquement pendant plusieurs jours. Porté à bout de bras, hydraté quand c'était possible, Mamoudou n'aurait sans doute pas survécu sans cette solidarité de fortune, née dans l'épreuve. « Je ne tenais plus debout. C'est lui qui m'a traîné, qui m'a empêché de m'effondrer complètement », confie-t-il avec émotion.



Mamoudou ne s'accorde presque jamais de jour de repos, il travaille tous les jours de la semaine et plus de 14 heures par jour, parfois sans rien n'avalant d'autres que du jus énergisant.

Épuisé et marqué par cette épreuve, il est finalement rapatrié en Guinée où il tente de reconstruire sa vie en acceptant un travail dans les mines de Siguiri, à la frontière du Mali. Pendant quatre ans, il descend chaque jour à plus de 190 mètres de profondeur, empruntant un escalier interminable qui mène dans les entrailles sombres et oppressantes de la terre. Là-bas, l'atmosphère est lourde, dangereuse, presque étouffante.

En regardant vers le bas, il aperçoit parfois d'autres mineurs, minuscules silhouettes noyées dans l'obscurité, presque insignifiantes, semblables à des « poulets qu'on observerait d'en haut ». Chaque instant est une lutte pour la survie. La peur est omniprésente, car la terre peut s'effondrer à tout moment.

Devant ses yeux, plus de 75 personnes ont perdu la vie, victimes d'accidents ou de conditions insoutenables.

Mamoudou se rappelait chaque jour avec douleur son passé d'élève brillant, respecté et admiré par ses camarades. « Moi, Mamoudou, celui que mes amis saluaient en courant, celui qui avait de l'espoir à l'école... » confie-t-il, la gorge serrée. Voir ses amis encore à l'école lui serrait le cœur. Décidé à cesser de gâcher ses compétences, Mamoudou quitte les mines pour Kindia, où il entame une formation en carrelage.

Cependant, les opportunités de travail sont rares, et il reste très dépendant de son maître, à qui il doit cinq années de loyauté pour achever son apprentissage – une période durant laquelle il n'est pas rémunéré. Pour compléter ses revenus, il achète en 2022 une moto avec l'argent qu'il avait gagné dans la mine.



“

« Je suis né dans la pauvreté, j'ai grandi dedans. Aujourd'hui, je vois ma mère souffrir et je n'ai rien à lui offrir. Quand une ville ne t'offre rien, il faut en changer. Peut-être que Dieu fera grâce ailleurs ». - Mamoudou

Connu pour son sérieux et son honnêteté, Mamoudou a beaucoup de clients et se démène chaque jour pour gagner 100 000 GNF (10 euros) - un revenu supérieur à la moyenne dans le secteur informel en Guinée, estimée à 40 000 GNF (4 euros) par jour

Destins imposés : traditions et absence de choix

Lorsqu'il fait part à sa mère qu'il souhaite repartir à l'aventure, elle décide qu'il se mariera, afin qu'il lui laisse un héritage avant de partir. Beaucoup de mères organisent le mariage de leur fils dans l'espoir que celui-ci l'incite à rester en Guinée.

Mamoudou, qui ne s'était jamais intéressé aux « affaires de copinages » jusqu'à présent, et qui ne s'octroie jamais un jour de repos ou un moment de détente, se voit propulser encore une fois dans une vie qu'il n'a pas choisie tout simplement car il lui est impossible de dire non à sa famille. « Elle m'a choisi une femme sans mon consentement. Si je ne me marie pas elle va me maudire », raconte Mamoudou, les yeux dans le vide.

Se soumettre à la volonté de sa famille, c'est son quotidien, comme celui de presque tous les jeunes guinéens. Dans une société où les croyances ancestrales pèsent lourd, la peur d'être maudit ou rejeté par sa famille forge une soumission presque inévitable, emprisonnant les jeunes dans des destins tracés d'avance et freinant leur émancipation personnelle. Et c'est ce qu'il cherche à fuir à tout prix.

La migration comme fatalité

Malgré les épreuves traversées et les responsabilités familiales qui pèsent à présent sur ses épaules, Mamoudou ne pense qu'à une chose : repartir, tenter à nouveau l'aventure migratoire. « Je sais que je vais souffrir », confie-t-il avec lucidité.

« Partout où tu es, tu vas souffrir, avant de réussir. D'abord, tu commences par la souffrance. Ils vont te torturer, te frapper, jusqu'à ce que le bon Dieu t'ouvre une grande porte. Et c'est toi, après, qui vas conseiller les autres. » Sa détermination est intacte, au point qu'il affirme ne pas craindre de prendre la pirogue, même s'il ne sait pas nager. « Je sais que c'est Dieu qui décide. Un jour ou l'autre, il va m'appeler ».

Pour Mamoudou, l'immobilisme n'est pas une option. « Je suis né dans la pauvreté, j'ai grandi dedans. Aujourd'hui, je vois ma mère souffrir et je n'ai rien à lui offrir », confie-t-il, la voix empreinte de résignation. « Quand une ville ne t'offre rien, il faut en changer. Peut-être que Dieu fera grâce ailleurs ».



Le matin très tôt, avant la première prière de la journée, Mamoudou se lève et enfourche sa moto pour une longue journée de travail. Parfois il rentre bien après 00H00, pour une courte nuit de sommeil.



Sur cette photo, le sourire au lèvres, Mamoudou arpente les routes de Kindia à la recherche d'un client. Il salue les personnes qu'il connaît et profite de la quiétude du matin.

Une dynamique structurelle : emploi, inégalités et migration

Un sentiment largement partagé dans tout le pays. En Guinée, le manque d'emplois décent apparaît comme l'une des principales raisons du départ des jeunes. Cette dynamique ne concerne toutefois pas uniformément toutes les catégories sociales. Les jeunes issus de milieux socio-économiques modestes, disposant de peu de capital financier ou relationnel, semblent davantage contraints d'envisager la migration comme une stratégie de survie ou de mobilité sociale. À l'inverse, les jeunes issus de milieux plus favorisés migrent parfois dans une logique d'opportunité — études, perfectionnement professionnel ou entrepreneuriat — plutôt que par nécessité immédiate.

Cette situation est aggravée par une faible culture entrepreneuriale et un accès limité à des formations continues, même pour les jeunes souhaitant se lancer dans le secteur formel.

Nombreux sont ceux qui, une fois engagés, méconnaissent les procédures administratives à suivre ou ignorent l'existence de structures d'accompagnement. En parallèle, le secteur public reste saturé et difficile d'accès, tandis que le secteur privé, peine à séduire faute de sécurité ou de reconnaissance.

« Il n'y a pas de travail. À part le petit commerce, les bars... Où sont les emplois ? Dans les bureaux ? Mais nous, on n'a pas de diplôme. On n'a pas eu la chance de finir l'école. Alors, à quoi peut-on aspirer, si ce n'est conduire un taxi-moto ? ». Le sentiment d'impasse est profond, nourrissant le désir de départ comme unique horizon.

À travers les trajectoires de Baba, Ibrahima et Mamoudou, c'est tout un pan de la jeunesse guinéenne qui se dessine, entre espoirs fragiles, obstacles structurels et poids des traditions.

Leur réalité reflète les défis immenses auxquels sont confrontés les jeunes dans un pays où la croissance économique peine à se traduire en opportunités d'emploi stables, où les formations sont inadéquates, et où les liens familiaux et culturels peuvent à la fois soutenir et contraindre.

Face à un avenir incertain, le départ vers l'étranger apparaît comme une échappatoire nécessaire, voire vitale, même si cette voie est semée d'embûches et d'incertitudes. C'est en donnant aux jeunes les moyens d'exister pleinement ici, chez eux, que la Guinée pourra espérer transformer ce désir de fuite en un projet concret, réalisable et valorisant dans leur pays.

À tout cela s'ajoute une attente souvent déçue : celle d'obtenir automatiquement un emploi à la sortie des études. Cette vision, encore fortement ancrée dans l'imaginaire collectif, entre en contradiction avec la réalité du marché du travail guinéen, profondément déséquilibré. Dans ce contexte, l'exode rural aggrave la pression sur les villes, et la migration devient, pour beaucoup, l'unique horizon d'espoir.

Tous ces facteurs nourrissent un climat d'incertitude et d'urgence, où « partir » devient, pour une jeunesse en quête d'avenir, plus qu'une option : une nécessité.



Le Logement de Mamoudou, insalubre et sur un matelas de paille, déposé à même le sol. Il loue sa chambre pour 10 euros le mois, qu'il partageait avec un ami à lui avant de se marier. Maintenant, il la partage avec sa femme de 15 ans, avec qui il a dû se marier pour respecter sa famille.

L'entrepreneuriat comme réponse fragile

En Guinée, de nombreuses ONG internationales mais également guinéennes concentrent leurs efforts sur le développement de la culture entrepreneuriale chez les jeunes, considérant cette approche comme un levier essentiel pour lutter contre le chômage et l'exode migratoire.

Toutefois, ces initiatives, déjà fragiles, risquent d'être fortement impactées par les coupes budgétaires de la coopération internationale annoncées dans plusieurs pays donateurs majeurs, notamment en Belgique et en France.

Une réduction des financements pourrait ralentir, voire compromettre, les programmes de soutien à l'entrepreneuriat, laissant ainsi peu de réponses concrètes face aux causes profondes de la migration. Sans un appui financier stable et accru, la question migratoire, étroitement liée à l'absence d'opportunités locales, pourrait continuer à se détériorer.

Il est essentiel de garantir aux jeunes un meilleur accès aux services financiers et aux instances de décision de la société guinéenne, tout en les accompagnant dans leurs démarches administratives et leur recherche d'emploi. Ces efforts doivent provenir à la fois des autorités nationales et des partenaires internationaux, dans une action concertée et continue, appuyée par des mesures concrètes et des moyens techniques adaptés.

“

« Il n'y a pas de travail. À part le petit commerce, les bars... Où sont les emplois ? Dans les bureaux ? Mais nous, on n'a pas de diplôme. On n'a pas eu la chance de finir l'école. Alors, à quoi peut-on aspirer, si ce n'est conduire un taxi-moto ? » -

Baba, Ibrahima et Mamoudou

Cette publication s'inscrit dans le cadre du parcours de citoyenneté mondiale du programme Junior d'Enabel, l'agence fédérale belge pour la coopération internationale. Ce programme offre à de jeunes professionnels Européens la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans l'un des pays partenaires de la Belgique.

Toutes les photos de cette publication ont été prises par Apolline Majerus en Guinée, à Kindia, sauf indication contraire.

Cet article a été rendu possible grâce à la collaboration de Baba, Ibrahima et Mamoudou. Seul Mamoudou a accepté d'être photographié. Ibrahima et Baba ont choisi de raconter leur histoire de manière anonyme. Un souhait qui a bien sûr été respecté.

